

« Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat :
des aides d'Etat moins nombreuses et mieux ciblées »
Une feuille de route pour la réforme des aides d'Etat 2005-2009
Réponse de la CCIP à une consultation de la Commission européenne

La Commission européenne envisage de procéder à une refonte très ambitieuse du dispositif d'encadrement des aides d'Etat, afin de répondre à trois défis identifiés dans le document de consultation :

- un redéploiement des aides, pour atteindre les objectifs ambitieux de la stratégie de Lisbonne,
- l'élargissement de l'Union européenne, qui impose une réflexion sur les modes de contrôle des aides dispensées,
- un encombrement des services de la Commission.

A ces arguments – tous recevables - la CCIP souhaiterait en ajouter un quatrième, qui lui semble primordial : le système actuel, qui se traduit de facto par un recours accru des Etats aux aides de minimis (lesquelles s'apprécient en cumul sur plusieurs années), et la pression mise sur les juges nationaux pour faire respecter ce corpus de règles placent les entreprises dans une situation d'insécurité juridique et financière importante (la sanction actuelle étant le remboursement), et seulement elles, alors qu'elles sont le plus souvent de bonne foi. L'acteur central que constitue le dispensateur de l'aide – qui est celui qui l'a conçue et aurait du s'assurer de sa compatibilité – restant au mieux curieusement étranger à la sanction, au pire bénéficiaire du remboursement.

Cet argument, à lui seul, nous paraît justifier amplement une réforme du système, et [la sécurité juridique devrait à notre sens constituer le fil rouge guidant les décisions à prendre](#).

Cela signifierait notamment de [réfléchir au principe même du régime des aides de minimis](#) (et, notamment, la prise en compte du cumul des aides dans ce régime), ce qui sera sans doute plus facile [si le règlement d'exemptions par catégorie revêt un objet le plus large possible](#) et si la [simplification de la procédure est suffisamment poussée](#) (notamment quant aux exigences linguistiques et aux délais de réponse) pour ne pas dissuader les Etats de procéder à la notification des aides incertaines.

Dans le même état d'esprit, [le référentiel de formes d'aides a priori compatibles et le code des bonnes pratiques](#), que la commission envisage éventuellement pour 2008, nous paraissent constituer des documents essentiels. Il nous semble dès lors qu'ils devraient être [élaborés et publiés le plus rapidement possible](#), en tout état de cause avant de mettre en place d'éventuelles autorités indépendantes et / ou d'inciter les juges nationaux à procéder à des contrôles plus poussés. La pédagogie et la simplification doivent précéder la répression.

Participerait de même à la sécurité juridique des entreprises et des Etats [la définition, au sein du règlement d'exemption, des formes d'aides définitivement compatibles et de celles qui ne le sont définitivement pas](#), cette définition étant suffisamment précise pour ne pas engendrer d'ambiguïté.

Entre ces deux extrêmes, se trouveraient les aides pouvant être compatibles, sous réserve d'examen par la Commission, lors d'une notification préalable. A cet égard, la Commission esquisse les principes généraux de l'examen de ces aides incertaines, en donnant une place centrale au concept relativement flou de défaillance de marché, sans même faire référence à la notion tout aussi essentielle de [marché pertinent](#). Il nous semble pourtant que la définition du marché considéré est un préalable indispensable pour déterminer si le dit marché présente, ou non, des défaillances susceptibles de justifier une aide.

La redéfinition de l'encadrement soulèvera, inévitablement, la question de la compatibilité des régimes anciens d'aides. La question du devenir de ces régimes anciens n'est pourtant pas abordée dans le document de consultation. La CCIP souhaite que [la réforme ne puisse avoir pour effet de rendre rétroactivement incompatibles certaines aides déjà accordées](#). De même, souhaite-t-elle que la question d'une [harmonisation des droits nationaux des sanctions de remboursement](#) (quelle période de prescription, par exemple ?) soit sérieusement envisagée, ainsi [que l'articulation des pouvoirs entre d'éventuelles autorités indépendantes et les juges nationaux](#). Ces réflexions participeraient, aussi, du respect des conditions de la concurrence entre les Etats membres.

A ce stade, la CCIP n'a pas souhaité se prononcer plus avant sur les orientations de fond esquissées pour de futures lignes directrices ou le règlement d'exemptions par catégorie : elle procèdera naturellement à cet examen précis au cas par cas, en temps utile. Les principes d'ores et déjà énoncés lui paraissent, au demeurant, pouvoir être soutenus.

Elle souligne cependant d'emblée que, dans l'esprit même de la stratégie de Lisbonne, l'intérêt collectif des entreprises européennes vis à vis de leurs concurrentes étrangères doit être sérieusement pris en compte : il ne faudrait pas que l'Union Européenne entame ses chances de rebond / rattrapage économique en adoptant une vision trop radicale (ou, en tout état de cause, plus radicale que celle de nos partenaires étrangers) d'une saine concurrence. La CCIP se montrera particulièrement attentive à cet aspect de [concurrence extra-européenne](#) lors de l'élaboration du nouvel encadrement des aides à la R&D et l'innovation.